



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

SLO

ID : 062-286200027-20221213-2022_66-DE

DÉLIBÉRATION

2022/66

FIXATION DE LA DUREE D'AMORTISSEMENT DES BIENS ACQUIS PAR LE CENTRE DE GESTION, DANS LE CADRE DE LA NOUVELLE NOMENCLATURE M57 A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2023

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 13 Décembre 2022 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 2018/60 du 23 novembre 2018 définissant applicables à notre établissement ;

Vu la délibération n° ... du 13 décembre 2022 approuvant la mise en place de la nomenclature M57 à partir du 1^{er} janvier 2023 ;

Monsieur le Président rappelle que le Centre de Gestion s'est engagé à appliquer la nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2023 et doit fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année de constater le montant de la dépréciation d'un bien et de dégager des ressources destinées à le renouveler. Il est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations, de manière linéaire avec application du *prorata temporis* pour les biens acquis au 1^{er} janvier 2023.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au *prorata temporis*. Cette disposition implique un changement de méthode comptable puisque, sous la nomenclature M832, la collectivité calculait les dotations aux amortissements en année pleine (début des amortissements au 1^{er} janvier N+1 de l'année suivant la mise en service du bien). L'amortissement au *prorata temporis* est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence à la date du début de consommation des avantages économiques ou potentiel de service qui lui sont attachés. Cette date correspond à la date de mise en service. (La date de début d'amortissements pour un bien acquis par deux mandats successifs, sera celle du dernier mandat.)

Ce changement de méthode comptable relatif au *prorata temporis* s'applique de manière prospective, uniquement sur les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2023, sans retraitement des exercices clôturés. Les plans d'amortissements qui ont été commencés suivant la nomenclature M832 se poursuivront jusqu'à amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du *prorata temporis* et sans la logique d'une approche par enjeux, d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur, c'est-à-dire, ceux dont le coût unitaire est inférieur à 1.000€ TTC.

Il est proposé que les biens de faible valeur soient amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Il est donc proposé de conserver les durées d'amortissements qui étaient appliquées en M832.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est fixée pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par délibération suivant le barème ci-dessous :

↳ Immobilisations incorporelles :

Logiciels2 ans

↳ Immobilisations corporelles :

Véhicules.....5 ans

Mobilier.....10 ans

Matériel de bureau électrique ou électronique..... 5 ans

Matériel informatique.....3 ans

Matériel médical.....5 ans

Matériels classiques et outillages.....5 ans

Installations et appareils de chauffage.....10 ans

Coffre-fort.....10 ans

Installations de voirie.....20 ans

Plantations.....15 ans

Sont exclus les frais d'études non suivies de réalisations, obligatoires maximum de 5 ans ;

Les frais de recherches et de développement amortis sur une durée maximum de 5 ans en cas de réussite du projet et immédiatement, pour leur totalité, en cas d'échec ;

Les subventions d'équipement versées dont la durée est désormais fonction de l'objet financé :

- 5 ans : pour les biens mobiliers, matériels ou études
- 30 ans : pour les biens immobiliers ou installations
- 40 ans: pour les projets d'infrastructure d'intérêt national

Le seuil unitaire au deçà duquel (coût unitaire inférieur à 1.000,00 € TTC) **les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide** s'amortissent en **1 an**.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *ADOpte* les durées d'amortissement listées ci-dessus, dont l'amortissement en annuité unique des biens de faible valeur (montant unitaire inférieur à 1.000,00€ TTC) ;
- *APPROUVE* l'application de la méthode de l'amortissement linéaire au *pro rata temporis* à compter de la date de mise en service pour tous les biens acquis à partir du 1^{er} janvier 2023.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 13 décembre 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY